

CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2019 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 24 septembre 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt trois septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - M. Jean VIGREUX - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : M. Sylvain BLANDIN.

M. Sylvain BLANDIN procède à l'appel.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal du Conseil municipal du 24 juin 2019.

Présentation par M. le Maire du plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais, accompagnée d'un diaporama.

Mme Saliha M'PIAYI n'était pas présente dans la salle lors du vote de la délibération : CARTE CULTURE – AVENANT N° 1 À LA CONVENTION CADRE DE LA CARTE CULTURE ÉTUDIANT ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE.

COHESION SOCIALE ET URBAINE

1 - PLATEAU DU SUD DIJONNAIS – APPROBATION DU PLAN DE GESTION

Suite aux incendies de juillet 2015 qui ont dévasté plus de 80 hectares du Plateau, les communes de Chenôve et de Marsannay-la-Côte ont sollicité le Syndicat Intercommunal de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) afin de définir les mesures de restauration à mettre en œuvre à l'échelle de la zone incendiée.

Accompagné par le bureau d'études BIOTOPE, le SIPLASUD s'est engagé dans l'élaboration d'un plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais permettant de répondre aux enjeux :

- de restauration des zones incendiées,
- et, plus globalement, de gestion de la fréquentation et de mise en valeur de l'ensemble du site.

Coconstruit avec les gestionnaires du site et les acteurs locaux (Office National des Forêts, Natura 2000, associations sportives et de loisirs...), le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais a été approuvé le 2 juillet 2019 par le Comité Syndical du SIPLASUD.

Sans portée réglementaire, le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais constitue une feuille de route permettant au SIPLASUD et à ses communes membres de partager :

- des orientations et des objectifs de gestion en faveur de la préservation et de la mise en valeur du site,
- un programme d'actions pour la période 2019-2024.

Le diagnostic a mis en évidence la richesse de la biodiversité végétale et animale du site, faisant du Plateau un maillon indispensable de la trame verte de la côte dijonnaise. Le maintien et la restauration des milieux ouverts, plus particulièrement des pelouses sèches, est un des enjeux de la gestion du site. Néanmoins, la richesse du Plateau est également liée à sa mosaïque d'habitats naturels nécessitant de trouver un équilibre entre pelouses et espaces semi-boisés ou boisés. Concernant la fréquentation et la mise en valeur du site, les pratiques sportives ou de loisirs sont globalement compatibles avec les enjeux de préservation mais des manques ont été identifiés notamment en termes d'information, de balisage ou de sensibilisation du public.

Les objectifs de gestion et le programme d'actions du plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais se déclinent autour des quatre orientations suivantes :

- conservation et/ou amélioration du patrimoine naturel (restauration des pelouses calcaires par pâturage, reboisement...),
- développement d'un programme pédagogique d'éducation à l'environnement,
- conciliation des activités sur site et de la préservation du patrimoine écologique (calendrier des manifestations, plan des chemins...),
- gestion raisonnée des accès au site (prévention des incendies, gestion des accès des professionnels, balisage des sentiers...).

Au regard de ces orientations, les objectifs de gestion et le programme d'actions permettront notamment de :

- conserver et restaurer les espaces de pelouses par extension du pâturage en lien avec le programme Natura 2000 et le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne,
- conserver les espaces boisés en convertissant progressivement les résineux en feuillus au rythme de l'exploitation,
- reconstituer un cordon boisé feuillu le long du Plateau en limite avec les vignes,
- développer les actions partenariales avec les associations sportives et de loisirs en veillant à la compatibilité des activités avec la préservation du site,

- renforcer les actions de sensibilisation à l'environnement.

Dans un premier temps, le SIPLASUD confiera une nouvelle mission à un bureau d'études spécialisé afin d'accompagner les communes de Chenôve et de Marsannay-la-Côte dans leurs actions de restauration de la zone incendiée :

- démarches administratives préalables aux opérations de restauration,
- modalités techniques et programmation des travaux de reboisement,
- révision des plans communaux d'aménagement forestier...

Parallèlement, la restauration des pelouses calcaires par extension des zones de pâturage pourrait être engagée à partir de 2020 dans le cadre d'un contrat Natura 2000 et d'un conventionnement avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne.

Vu la délibération n°43 de la commune de Chenôve en date du 2 mai 2016,

Vu la délibération n°2016/11 du SIPLASUD en date du 7 décembre 2016,

Vu la délibération n°2019/8 du SIPLASUD en date du 2 juillet 2019,

Vu le plan de gestion de gestion du Plateau du Sud Dijonnais joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 10 septembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le plan de gestion du Plateau du Sud Dijonnais joint à la présente délibération,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

2 - OPÉRATION "VERGERS DU SUD" – MANDAT D'ÉTUDES PRÉALABLES

Le secteur « Vergers du Sud », d'une superficie totale de plus de 10 hectares, est composé :

- d'emprises publiques appartenant à Dijon Métropole (ex-site DIVIA) et, du côté nord de la rue de Longvic, à l'Établissement Public Foncier Local et à la commune de Chenôve,
- d'emprises privées à vocation commerciales (Super U, Brico Dépôt, parkings...).

« Site de projet » identifié dans le futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat-Déplacements (PLUi-HD) de Dijon Métropole, le secteur est bordé par l'avenue Roland Carraz, axe stratégique de développement urbain du sud de la métropole.

En cohérence avec l'orientation d'aménagement et de programmation métropolitaines n°1 « Entrée Sud » du PLUi-HD, la Municipalité envisage de réaliser sur ce secteur une opération d'aménagement contribuant notamment à :

- la requalification du paysage urbain le long de l'avenue Roland Carraz,
- au développement d'un nouveau quartier à dominante résidentielle.

Avant de s'engager dans l'aménagement du secteur « Vergers du Sud », la ville de Chenôve souhaite disposer des informations relatives à la faisabilité de l'opération afin notamment :

- d'arrêter précisément le périmètre et le programme de l'opération,
- de préciser les modalités de réalisation (technique, administrative, financière...) de l'opération.

Dans cette perspective, il est envisagé de confier à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) la réalisation des études préalables par voie de convention de prestations intégrées portant mandat d'études.

Dans le cadre de ce mandat, le programme d'études est le suivant :

- études techniques : levé topographique, étude de sol, étude de pollution, inventaire et détection des réseaux,
- études urbaines : plan guide, scénarios d'aménagement, programmation urbaine,
- approche opérationnelle : montage opérationnel, bilan d'opération, approche réglementaire.

Le délai d'exécution des études est de 12 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

Le montant total des dépenses est évalué à 160 000 € HT et comprend le coût des études, la rémunération du mandataire ainsi que les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés et à la réalisation des études.

Vu l'article L2511-1 du Code de la commande publique,

Vu l'article 167 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « Loi ALUR »,

Vu le projet de convention de prestations intégrées portant mandat d'études préalables sur la faisabilité de l'opération d'aménagement « Vergers du Sud » jointe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 10 septembre 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accepter de confier à la SPLAAD, par convention de prestations intégrées portant mandat d'études, la réalisation des études préalables sur la faisabilité de l'opération d'aménagement « Vergers du Sud »,

ARTICLE 2 : De dire que le financement des dépenses à engager par le mandataire sera assuré sur les crédits ouverts au budget des exercices 2019 et 2020,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le projet de convention de prestations intégrées portant mandat d'études préalables sur la faisabilité de l'opération d'aménagement « Vergers du Sud », joint en annexe,

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités relatives à cette délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

CULTURE

3 - ORCHESTRE À L'ÉCOLE JULES FERRY – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE CÔTE-D'OR ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve, par l'intermédiaire de son Conservatoire à rayonnement communal (C.R.C) et la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Côte-d'Or sont engagées en faveur de la pratique artistique et musicale sur le temps scolaire grâce notamment aux Orchestres à l'École (O.A.E.).

Ce partenariat dynamique fut initié dès 2011 avec la mise en place de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Les Violettes, et en 2017, avec la création de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Gambetta. Rappelons qu'un dispositif similaire existe également au collège du Chapitre.

Un troisième O.A.E sera donc implanté au bénéfice de l'école élémentaire Jules Ferry et visera à créer une fanfare urbaine. Un important travail autour de la création d'instruments via des matériaux de récupération sera également mis en œuvre pour sensibiliser les élèves aux enjeux du développement durable.

Cet ensemble poursuivra les objectifs suivants :

- renforcer l'éducation musicale des élèves, développer leurs capacités d'expression et de création, tant au niveau individuel que collectif,
- permettre la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage,
- mettre en place des projets communs d'éducation artistique et culturelle entre les établissements scolaires et les structures ou services culturels,
- établir une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps scolaire.

Au sein de l'école élémentaire Jules Ferry, le dispositif a pour objectif d'assurer un enseignement réparti sur 1 h 30 hebdomadaire sur le temps scolaire sur une période de 30 semaines, soit 45 heures par année scolaire de pratique et de pratique d'orchestre sous la direction d'enseignants du C.R.C.

La ville de Chenôve devra veiller à :

- assurer la maîtrise d'ouvrage du projet,
- assurer le fonctionnement de l'Orchestre à l'École par l'intervention des enseignants du CRC, selon un planning hebdomadaire,
- fournir et assurer les instruments et l'ensemble du matériel nécessaire à la pratique
- assurer la logistique du dispositif, notamment en mettant à disposition les locaux nécessaires.

Le partenariat sera formalisé par convention, prendra effet dès sa signature et sera effective pour quatre années scolaires, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022-2023.

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale « Orchestre à l'École » au bénéfice de l'école élémentaire Jules Ferry,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

4 - ÉCOLE SUPÉRIEURE DE MUSIQUE (E.S.M.) BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

L'École Supérieure de Musique (E.S.M) Bourgogne-Franche-Comté est un établissement d'enseignement supérieur habilité par le ministère de la Culture à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de musicien (D.N.S.P.M) et le diplôme d'État (D.E) de professeur de musique. De forme associative, l'E.S.M Bourgogne-Franche-Comté est dirigée par un conseil d'administration qui comprend ses partenaires publics (État/Ministère de la Culture, Région Bourgogne-Franche-Comté, ville de Dijon, Dijon Métropole, Communauté d'agglomération du Grand Chalon et université de Bourgogne) ainsi que quatre personnalités qualifiées. Il est présidé par Monsieur Olivier BERNARD.

L'E.S.M Bourgogne-Franche-Comté prépare ses étudiants à la maîtrise et la compréhension de l'art de la musique et à l'exercice professionnel de cet art. La création, la médiation, la professionnalisation caractérisent son identité.

L'identité du projet de l'E.S.M Bourgogne-Franche-Comté se développe autour de cinq axes forts :

- les pratiques d'ensemble et de groupe : musique de chambre, orchestre à cordes, ensembles vocaux, groupes et ateliers pour les musiques actuelles, grand ensemble musiques actuelles...
- la création, l'improvisation, les musiques d'aujourd'hui : commande à des compositeurs, modules de création dans le cursus des étudiants.
- la pluridisciplinarité et la transversalité des esthétiques se concrétisent par des enseignements et des projets communs aux trois départements d'étude,
- les nouvelles technologies.
- les productions artistiques et scéniques des étudiants formalisées dans une saison de diffusion (plus de cinquante concerts / spectacles annuels) s'appuient sur les riches relations tissées avec de nombreuses structures professionnelles (régionales et nationales) de la production et de la diffusion.

Dans ce cadre, elle souhaite donner une visibilité spécifique et des conditions de travail optimales à son département de musiques actuelles, ancrer la formation sur un territoire urbain ayant des enjeux sociaux forts, développer des partenariats pérennes dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et favoriser ainsi l'insertion professionnelle de ses étudiants.

La ville de Chenôve souhaite, pour sa part, accroître qualitativement les propositions d'action culturelle et artistique en faveur de sa population et développer sur son territoire une offre de formation et de pratiques dans le domaine des musiques actuelles, en lien avec les enseignements dispensés au sein de son Conservatoire à rayonnement communal et avec les activités d'éducation artistique et culturelle proposées dans le cadre de la politique de la ville.

Plusieurs projets sont menés depuis 2017 en commun avec l'E.S.M, dont la création de l'Opéra. La « Clémence de Titus » par le Collectif Pygmaz en avril 2017, l'accueil de nombreuses auditions et concerts dans le cadre des saisons 2017/2018 et 2018/2019.

Dans cette dynamique, la ville de Chenôve et l'E.S.M souhaitent développer leur collaboration et mettre en place à Chenôve des enseignements intégrés aux formations au D.N.S.P.M et au D.E dans le domaine des musiques actuelles. Ces enseignements comprennent un volet de médiation et de diffusion.

La présente convention est destinée à définir :

- d'une part, les modalités de mise à disposition à l'E.S.M, dans le cadre de ses enseignements, des moyens administratifs, techniques et de locaux par le biais du Conservatoire à Rayonnement Communal de la Ville de Chenôve et du Cèdre,
- d'autre part, les modalités d'intervention des enseignants et étudiants de l'E.S.M dans locaux de la ville de Chenôve, ainsi que les contreparties en matière d'action culturelle qui seront conjointement élaborées par les deux parties.

Un comité de suivi serait constitué et composé :

Pour la Ville de Chenôve :

- de l'adjoint aux affaires culturelles ,
- du directeur des affaires culturelles,
- du directeur du Conservatoire,

Pour l'E.S.M. :

- de son président
- de son directeur
- de son directeur des études

Pour l'État :

- du conseiller Musique et Danse de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche-Comté.

La présente convention prendrait effet le 1^{er} octobre 2019, pour une durée de deux ans. Elle serait renouvelable ensuite par expresse reconduction.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'E.S.M. Bourgogne-Franche-Comté, dont le projet est joint en annexe,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire, à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

5 - CARTE CULTURE – AVENANT N° 1 À LA CONVENTION CADRE DE LA CARTE CULTURE ÉTUDIANT ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La volonté historique de la Communauté de l'Agglomération dijonnaise, maintenue par la Métropole, de créer et de promouvoir une Carte Culture à destination des étudiants, s'inscrit dans le cadre de sa compétence liée à l'enseignement supérieur. Son ambition est de faciliter l'accès à la culture pour les étudiants et de valoriser le travail des structures culturelles existantes sur le territoire de l'agglomération dijonnaise.

L'objectif de la Carte Culture Étudiant est double :

- Faciliter l'accès aux lieux et manifestations culturelles de l'agglomération, à travers une incitation tarifaire et un accompagnement pédagogique privilégié (spectacles, rencontres, débats, visites,...),
- Valoriser les politiques et actions culturelles des différents partenaires signataires de la convention par la mise en place d'une campagne de communication et d'information.

La Carte Culture Étudiant s'adresse à toutes les personnes pouvant justifier du statut d'étudiant dans un établissement post-bac de l'agglomération dijonnaise. Les étudiants concernés bénéficieront du tarif unique de 5,5 € sur les billets de spectacle vivant organisés par la ville de Chenôve.

Ladite convention est arrivée à échéance le 31 août 2019. Il convient, dans l'attente de l'évaluation collective du dispositif et de la signature d'une nouvelle convention, d'en prolonger la durée par voie d'avenant.

Le Conseil métropolitain s'étant prononcé le 27 juin 2019 en faveur de la prolongation du dispositif pour la durée d'un an, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n° 1 à la convention cadre et à la convention d'application de la Carte Culture Étudiant.

La présente convention serait donc prolongée d'une année universitaire, soit du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020.

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 à la convention cadre et à la convention d'application relative au dispositif Carte Culture 2016-2019 conformément aux conditions exposées et de prolonger d'une année universitaire, soit du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020 son application,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire, à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

Mme M'PIAYI

6 - SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES (S.D.E.A.) – AVENANT À LA CONVENTION ENTRE LE DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Dans le cadre du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (SDEA), le Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) de Musique, de Danse et de Théâtre de la ville de Chenôve est classé au niveau 3, soit le plus élevé, depuis 2002.

Le Conseil départemental de la Côte-d'Or a fixé, par délibération de décembre 2016, le cadre du 4^e schéma 2017-2021.

Par délibération n° DEL_2017_081 du 25 septembre 2017, le Conseil municipal de Chenôve autorisait Monsieur le Maire à signer le Schéma Départemental des Enseignements Artistiques 2017-2021.

La convention fut signée le 7 décembre 2017 entre le Département de la Côte-d'Or et la ville de Chenôve, permettant à la collectivité de bénéficier d'une aide au titre du fonctionnement de 67 000 € par an.

Lors de la séance du Conseil départemental en date du 25 mars 2019 portant modifications du S.D.E.A. 2017-2021, le Conseil départemental impose les modifications suivantes :

- modification de l'article 1 en présentant de nouvelles catégories de classement (A, B et C en remplacement des niveaux 1, 2 et 3). Le Conservatoire à Rayonnement Communal de Chenôve relèvera du niveau A,
- modification de l'article 3 générant une baisse de 2 000 € de la subvention qui passera de 67 000 € à 65 000 € pour l'exercice 2019,
- précisions sur les mécanismes de contrôle et d'évaluation au sein de l'article 6,
- précisions apportées sur les modalités de résiliation prévues en l'article 9.

Il est à souligner que lors de la séance du 25 mars 2019, le Département a annoncé que la subvention de fonctionnement destinée au conservatoire de Chenôve continuerait de diminuer, soit :

- pour l'exercice 2020 : 63 000 €
- pour l'exercice 2021 : 60 300 €

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention du 7 décembre 2017 entre le Département de la Côte-d'Or et la ville de Chenôve relative au Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (S.D.E.A.),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

7 - ACCUEIL DES MAJEURS ET MINEURS ISOLÉS (A.M.M.I.) – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ACODÈGE ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Le service Accueil des Majeurs et Mineurs Isolés (A.M.M.I.) fait partie du Pôle Social Acodège. Au sein d'une résidence située sur Dijon, l'A.M.M.I. accueille et accompagne des jeunes mineurs et majeurs isolés étrangers. La capacité d'accueil est de 12 places pour les mineurs et de 25 places pour les majeurs.

Au-delà des missions d'accueil et de mise à l'abri, le rôle du service A.M.M.I est de conduire à l'autonomie ces jeunes qui ne disposent d'aucun relais ou soutien familial et d'élaborer avec eux un projet de vie.

La ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux objectifs suivants :

- renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations, éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion.

Dans ce cadre, la ville de Chenôve s'engage à accorder le tarif solidaire aux personnes accueillies dans les établissements du pôle social et accompagnées par des professionnels pour les spectacles qu'elle produit.

Il est donc proposé au Conseil municipal de signer une convention de partenariat avec l'A.M.M.I. de l'Acodège.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 10 septembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre l'Acodège, pour son service service Accueil des Majeurs et Mineurs Isolés, et la ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

8 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES RESTOS DU CŒUR ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Fondés par Coluche en 1985, « les Restos du Cœur » est une association loi de 1901, reconnue d'utilité publique dont l'objet est « d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits, et par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à toute action contre la pauvreté sous toutes ses formes ».

La commune de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la direction des Affaires Culturelles a la charge, au bénéfice des usagers de l'antenne de Chenôve des Restaurants du Cœur, conformément aux objectifs suivants :

- renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations, éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion.
- Permettre aux bénéficiaires accompagnés par des bénévoles, dans le cadre de sorties programmées, de bénéficier du tarif solidaire sur les spectacles qu'elle produit.

Il est donc proposé au Conseil municipal de signer une convention de partenariat avec les Restos du Cœur – Antenne de Chenôve.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 10 septembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre les Restos du Cœur – Antenne de Chenôve et la commune de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

EDUCATION

9 - FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES – CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE CÔTE D'OR AU TITRE DE L'ANNÉE 2019 : AUTORISATION DE SIGNATURE

La convention d'objectifs et de gestion de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) porte de fortes ambitions en termes de réduction des inégalités territoriales et sociales, tant en ce qui concerne le niveau de service rendu que la nature des réponses mises en œuvre. La branche Famille de la CAF poursuit les trois objectifs suivants :

- Développer une offre d'accueil à même de répondre aux besoins des familles,
- Accroître l'accessibilité de l'offre de service « enfance » et « jeunesse »,
- Accompagner la structuration de l'offre sur les territoires dans une dynamique partenariale.

À cet effet, la CAF a créé un fonds « publics et territoires » qui comporte six axes d'intervention. Au vu des politiques mises en œuvre par la ville de Chenôve, celle-ci a sollicité des financements de la CAF au titre de deux axes en particulier :

- Axe 1 : renforcer les conditions d'accueil des enfants porteurs de handicap dans les établissements d'accueil de jeunes enfants et les accueils de loisirs sans hébergement, afin de continuer de développer leur accueil effectif dans les structures de droit commun.
La ville de Chenôve a déployé depuis 2015 des moyens supplémentaires en termes de personnel afin de faciliter l'accès aux activités péri et extrascolaires pour les enfants porteurs de handicap. À la rentrée de septembre 2019, quatre Auxiliaires de Vie Scolaire (AVS) interviendront durant ces temps péri et extrascolaires, à raison de 8 heures hebdomadaires par agent.
- Axe 2 : accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance.
Depuis la création d'une classe passerelle en 2013, puis d'une autre en 2016, la commune accompagne ce dispositif spécifique de scolarisation des moins de trois ans, par la présence régulière d'une éducatrice de jeunes enfants au sein de l'équipe éducative.

La Commission d'Action Sociale de la CAF de la Côte d'Or, lors des séances du 25 mars 2019 et du 18 juin 2019, a décidé d'accorder à la ville de Chenôve, au titre de l'année 2019, les aides suivantes :

- Dans le cadre de l'axe 1, une subvention de fonctionnement de 15 104 € (montant des dépenses estimé à 18 880 €) pour le projet « accueil d'enfants porteurs de handicap ».
- Dans le cadre de l'axe 2, une subvention de fonctionnement de 22 567 € (montant des dépenses estimé à 28 208,51 €) pour le projet d'accompagnement des deux classes passerelles.

Étant précisé que cette aide sur les dépenses réalisées ne pourra cependant pas excéder 80 % du montant total des dépenses TTC retenues par la CAF.

Afin de percevoir ces subventions de fonctionnement du fonds « publics et territoires » (acompte sur prévisionnel et solde sur le réalisé), une convention d'objectifs et de financement pour chaque axe devra être conclue entre la ville de Chenôve et la CAF, conventions dont les projets sont joints à la présente délibération et dans lesquelles la

commune s'engage entre autres à respecter les principes de la Charte de la laïcité de la branche famille.

Vu les projets de conventions d'objectifs et de financement joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions d'Objectifs et de Financement Fonds d'accompagnement « publics et territoires » avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or, afin de percevoir les subventions de fonctionnement au titre de l'année 2019,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

RESSOURCES HUMAINES

10 - SERVICE CIVIQUE – ACCUEIL DE JEUNES DANS LES SERVICES MUNICIPAUX

Vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.

L'engagement de Service Civique est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans et est basé sur le volontariat. Il est conclu pour une durée de 6 à 12 mois afin d'accomplir une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence. La durée hebdomadaire de la mission de Service Civique doit représenter entre 24 heures et 48 heures, réparties sur au maximum six jours. Pour les volontaires de 16 à 18 ans, la durée hebdomadaire ne doit pas excéder les 35 heures, réparties sur au maximum cinq jours. Le jeune est accompagné pendant toute la durée de sa mission par un tuteur (le jeune ne peut pas travailler en totale autonomie ni exercer des missions à responsabilités).

L'objectif de l'engagement de Service Civique est de proposer aux jeunes de 16 à 25 ans un nouveau cadre d'engagement dans lequel ils pourront gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel le tout au service de missions d'intérêt général.

Seuls les organismes agréés par l'Agence du Service Civique ou ses délégués territoriaux peuvent accueillir des volontaires en service civique.

Afin de réaliser le dossier de demande d'agrément, il est nécessaire de consulter le référentiel des missions de Service Civique afin de bien appréhender les principes et les conditions dans lesquels doit s'effectuer l'accueil des volontaires.

La qualité des missions et la prise en compte de la mixité sociale sont les principaux critères sur lesquels sera apprécié le dossier de demande d'agrément.

La demande fera l'objet d'une instruction sur plusieurs critères principaux :

- Les missions proposées doivent répondre aux principes d'intérêt général, de non substitution à l'emploi, d'accessibilité à tous les jeunes quel que soit leur profil, et de mixité sociale,
- La collectivité doit disposer d'une organisation et de moyens compatibles avec l'accueil, l'accompagnement et la prise en charge de volontaires.

L'agrément est délivré pour une durée de trois ans, de date à date, depuis le 1^{er} janvier 2016. Il définit la mission et le nombre de volontaires autorisés.

Une fois l'agrément obtenu, la collectivité doit soumettre pour validation et publication sur le site du Service Civique toutes les missions pour lesquelles elle a été agréée.

L'engagement de Service Civique donne lieu au versement d'une indemnité prise en charge par l'État, versée directement au volontaire par l'Agence de Service et de Paiement, d'un montant de 472,97 €. Il donne également lieu au versement par l'employeur d'une prestation nécessaire à sa subsistance, son équipement, son logement et le transport d'un montant minimal mensuel de 107,58 €.

Par délibération n° 95 du 14 décembre 2015, la ville de Chenôve avait déjà approuvé un premier agrément d'une durée de trois ans. Il est donc proposé au Conseil municipal de signer un nouvel agrément.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019,

Vu l'avis du comité technique du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer le dossier de demande d'agrément ainsi que les contrats de service civique, et les éventuelles conventions de mise à disposition de volontaires,

ARTICLE 2 : D'accueillir un maximum de 10 jeunes en service civique afin d'accomplir des missions d'intérêt général,

ARTICLE 3 : De dire que le montant de la prestation mensuelle versée au volontaire suivra les revalorisations en vigueur,

ARTICLE 4 : De préciser que les crédits nécessaires soient inscrits au budget, chapitre 012,

ARTICLE 5 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

11 - RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.) : MODIFICATIONS DES PLAFONDS ANNUELS DE L'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 relatif au maintien, à titre individuel, de montants indemnitaires,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les arrêtés pris pour application dans les services et corps de l'État,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 applicable à la fonction publique de l'Etat relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel afin d'harmoniser et de simplifier la structure indemnitaire, de valoriser les fonctions des agents, de reconnaître la spécificité ou les difficultés de certaines missions et de reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience.

Ce nouveau régime indemnitaire est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Lors de la mise en place de ce nouveau dispositif, par une délibération n° DEL_2017_113 du 18 décembre 2017, la Ville s'était engagée à rééquilibrer le régime indemnitaire des différentes catégories d'agents compte tenu de l'hétérogénéité qu'il pouvait y avoir et ce, à l'intérieur d'une même catégorie d'agents.

Ce « rééquilibrage » devait également permettre de remettre de l'équité dans l'attribution des diverses primes.

La première phase de ce processus a été initiée en 2018 avec la revalorisation d'un certain nombre d'agents notamment de catégorie C et se poursuivra en 2019. Afin de mener à bien cette démarche, il est aujourd'hui nécessaire d'augmenter les plafonds d'attribution de l'I.F.S.E. comme suit :

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels

correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Anciens montants plafonds annuels IFSE	Nouveaux montants plafonds annuels IFSE
Groupe 1	Direction générale des services	1 080 €	21 000 €	22 000 €
Groupe 2	Directeur de service Encadrement stratégique	1 080 €	14 000 €	15 000 €
Groupe 3	Responsable de service Encadrement opérationnel	1 080 €	10 000 €	11 000 €
Groupe 4	Chargé de mission Coordination de projets	1 080 €	9 000 €	10 000 €

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Anciens montants plafonds annuels IFSE	Nouveaux montants plafonds annuels IFSE
Groupe 1	Directeur de service / Responsable de service / Encadrement opérationnel	840 €	8 000 €	9 500 €
Groupe 2	Chargé de mission Coordination de projets	840 €	7 000 €	8 500 €
Groupe 3	Chargé de gestion...	840 €	6 000 €	7 500 €

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupes	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Anciens montant plafonds annuels IFSE	Nouveaux montants plafonds annuels IFSE
Groupe 1	Responsable de service	725 €	5 000 €	7 000 €
Groupe 2	Responsable d'équipe ou coordination de projets	725 €	4 000 €	6 000 €
Groupe 3	Agent à fonctions particulières	725 €	3 500 €	5 500 €

Groupe 4	Agent d'exécution ou d'accueil	725 €	3 000 €	4 500 €
-----------------	--------------------------------	-------	---------	---------

Il est précisé que les autres termes de la délibération n° DEL_2017_113 du 18 décembre 2017 restent inchangés.

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les modifications des plafonds annuels d'attribution de l'I.F.S.E. conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

12 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois,

Le tableau des effectifs correspond à la liste des emplois ouverts budgétairement, pourvus ou non, classés par filière, catégorie, cadre d'emplois et grade et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service. Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. Cet « état du personnel » constitue un outil incontournable de la gestion du personnel.

À Chenôve, ce document a longtemps été un document qui ne correspondait pas à la réalité des besoins des services et notamment sur deux aspects.

Le premier de ces aspects concerne le nombre de postes ouverts annuellement. Afin d'anticiper les différentes modifications relatives à la carrière des agents (avancements de grade, promotions internes, ...) et/ou les éventuels recrutements, il était d'usage d'avoir un certain nombre de postes ouverts mais non pourvus. Il convient de rappeler qu'avant tout recrutement (hors mutation ou départ à la retraite), il est nécessaire de créer un poste. Cette création prendra la forme d'une délibération. Celle-ci devra préciser le grade correspondant à l'emploi créé, le motif invoqué, la nature des fonctions, le niveau de recrutement... Les créations de postes ne sont pas soumises à l'avis préalable du comité technique, contrairement aux suppressions de postes.

Le second aspect concerne la qualification de certains emplois contractuels en emplois non permanents. Il ressort du fonctionnement des services que ces emplois correspondent, en réalité, à des emplois permanents et qu'ils doivent, par conséquent, être inscrits au tableau des effectifs.

Au vu des éléments précités, il apparaît aujourd'hui nécessaire de modifier le tableau des effectifs tel qu'annexé au budget primitif 2019, afin de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur.

Enfin, il faut préciser que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget 2019.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019,

Vu l'avis du comité technique en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les modifications apportées au tableau des effectifs,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

13 - MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET D'UTILISATION DES VÉHICULES MUNICIPAUX

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
 Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
 Vu la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale ;
 Vu la circulaire DAGEMO/BCG du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents à l'occasion du service ;
 Vu la circulaire NOR PRMX1018176C du 2 juillet 2010 relative à l'État exemplaire-rationalisation de la gestion du parc automobile de l'État et de ses opérateurs ;
 Vu la circulaire NOR BCRE1132005C du 5 décembre 2011 relative à la prise en charge des amendes pour infraction au code de la route par les collectivités territoriales et établissements publics locaux ;
 Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

La ville de Chenôve dispose d'un parc de véhicules mis à disposition des agents dans le cadre de leurs déplacements professionnels.

Le véhicule de service est accordé pour les besoins du service. Étant lié au service, le véhicule doit être restitué en dehors des périodes de service de l'agent (en dehors des heures de service, pendant les repos hebdomadaires, les congés, ...). Une collectivité peut autoriser un agent à remiser le véhicule à son domicile selon des modalités qui doivent faire l'objet d'un règlement intérieur adopté en Conseil municipal.

Il convient donc de fixer par délibération le cadre et les modalités d'affectation et d'utilisation des véhicules de service. Afin de s'assurer de la bonne gestion de ces véhicules, il est nécessaire d'adopter un règlement intérieur précisant les conditions d'utilisation relatives aux agents et aux véhicules de service ainsi que le régime de responsabilité et d'assurance liés à cet usage.

Vu le règlement intérieur joint à la présente délibération,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019,

Vu l'avis du comité technique en date du 12 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le règlement annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
 29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

14 - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'EXERCICE 2018

Conformément à l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale assurent la collecte et le traitement des déchets des ménages,

La ville de Chenôve a transféré l'ensemble de la compétence de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés à Dijon Métropole.

Par ailleurs, le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 précise le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets qui doit être présenté, conformément à l'article L.2224-17-1 du CGCT, à l'assemblée délibérante de Dijon Métropole lors de l'examen de son compte administratif au plus tard le 30 juin de chaque année.

L'objectif de ce rapport est de faciliter à la fois le débat au sein de l'assemblée délibérante et de favoriser l'information des usagers.

En conformité avec l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce document intégré dans le rapport annuel d'activités de Dijon Métropole et adressé aux maires de chaque commune membre de l'établissement avant le 30 septembre de chaque année, fait ensuite l'objet d'une communication au Conseil municipal.

Le rapport annuel 2018 relatif au prix et à la qualité du service public d'élimination des déchets présente le bilan des tonnages collectés ainsi que les indicateurs financiers liés à cette activité. Il est consultable sur le site web de Dijon Métropole, dans la catégorie « Kiosque ».

Vous trouverez, en annexe de la présente délibération, une synthèse de ce rapport 2018.

Vu les articles L.2224-13, L.2224-17-1 et L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu la note de synthèse jointe en annexe,

Vu le rapport annuel joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 11 septembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication du rapport annuel 2018 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de Dijon Métropole.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

15 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

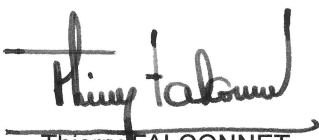
Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 20 h 49.




Thierry FALCONNET